



# L'agroalimentaire dans le monde

## Palmarès des pays les plus influents

Préparé par le Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de l'Université Dalhousie et commandé par MNP



## Sommaire de MNP

Le secteur agroalimentaire du Canada se trouve à la croisée des chemins. Malgré son fort potentiel, il doit répondre à des enjeux criants afin de conserver son avantage concurrentiel et d'étendre son influence à l'échelle mondiale. Le rapport *L'agroalimentaire dans le monde : Palmarès des pays les plus influents* examine les points forts et les aspects à améliorer de cet important secteur économique au pays, et propose des moyens concrets pour rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle mondiale.

Grâce à ses ressources naturelles abondantes, à ses technologies évoluées en agriculture et à sa stabilité politique, le Canada a les atouts nécessaires pour se positionner comme chef de file du secteur mondial de la transformation alimentaire. Pour réussir, il devra réaliser des investissements ciblés en recherche, en innovation et en technologie afin d'accélérer la croissance des entreprises qui y exercent leurs activités. De plus, une collaboration accrue pourrait améliorer la réglementation, tandis qu'une planification stratégique continue pourrait répondre à d'autres enjeux comme l'abordabilité des aliments et l'inflation.

Le rôle du Canada dans le secteur de la transformation alimentaire de demain dépendra de sa capacité à innover, à s'adapter et à collaborer. En accordant la priorité à la recherche et au développement, en adoptant des technologies évoluées et en corrigeant les lacunes systémiques, il est possible de consolider l'assise du secteur agroalimentaire du pays et de positionner le Canada comme chef de file à l'échelle mondiale. Ces efforts favoriseront une croissance durable, une résilience face aux changements climatiques et aux tensions géopolitiques, et un avenir prospère pour les générations à venir<sup>1,2</sup>.

Le présent sommaire décrit le point de départ des progrès futurs et souligne la responsabilité partagée en vue d'améliorer le traitement des données et de consolider le secteur agroalimentaire à l'échelle mondiale.



# Corriger les lacunes : le défi du secteur agroalimentaire au Canada

Le secteur agroalimentaire joue un rôle inestimable dans l'essor du pays. Des producteurs aux travailleurs en usine, en passant par les propriétaires de petites entreprises locales, tous sont essentiels pour permettre aux Canadiens de se nourrir, de travailler et de contribuer à la prospérité économique.

Dans quelle mesure le Canada est-il concurrentiel, et où nous situons-nous par rapport aux autres pays?

MNP a contacté le professeur Sylvain Charlebois et son équipe du Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de l'Université Dalhousie pour lui poser une question simple, mais dont la réponse est complexe : Le Canada pourrait-il être plus concurrentiel?

Le présent rapport est le premier du genre à classer les pays du G20 selon leur capacité concurrentielle en fonction de trois catégories : performance élevée (catégorie 1), performance modérée (catégorie 2) et faible performance (catégorie 3).

Les États-Unis, le Japon, la Chine et l'Allemagne se situent dans la catégorie 1. Le Canada se classe quant à lui dans la catégorie 2, tout juste derrière l'Australie et la Russie, et occupe le onzième rang, au total.

Le Canada obtient des résultats mitigés. Malgré son excellente performance dans des domaines comme la sécurité alimentaire et la stabilité politique, des améliorations s'imposent au niveau de l'innovation, des subventions et de la planification stratégique pour répondre aux besoins en exportation. Le rapport souligne également que le pays bénéficierait d'investissements plus importants et de meilleurs programmes de formation. Des stratégies optimales de croissance des entreprises et des investissements en recherche et développement pourraient également accentuer son avantage concurrentiel.

Le présent rapport, préparé par le Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de l'Université Dalhousie, fournit des données éclairantes précisant les possibilités d'amélioration. Il souligne également qu'une transparence et une responsabilité plus grandes ainsi qu'une meilleure collaboration entre les intervenants du secteur, les décideurs et les consommateurs favoriseraient la durabilité et la concurrence du secteur agroalimentaire, en plus d'encourager l'innovation.

## Soutenir l'esprit entrepreneurial

L'un des principaux points soulevés par le rapport est le besoin de stimuler la croissance des entreprises. Il peut être difficile pour les propriétaires-exploitants de composer avec une réglementation complexe, en plus des perpétuels défis auxquels ils font face. Trop souvent, les petites entreprises doivent se tourner vers de plus grandes sociétés pour obtenir de l'aide financière afin de réaliser la vision de leur fondateur.

Cette situation restreint la croissance et empêche les entreprises locales de réaliser leur plein potentiel. La réglementation la plus efficace allie sécurité et qualité. En alignant les objectifs des politiques, il est possible de rendre le marché plus concurrentiel et de mieux positionner le Canada dans le secteur mondial de la transformation alimentaire.

Le rapport met l'accent également sur le besoin évident de relever d'un cran l'innovation, les investissements et la formation. Les investissements dans le développement de nouveaux produits et processus peuvent améliorer la productivité, optimiser la concurrence et soutenir les Canadiens dans la lutte contre la hausse des prix des aliments. De plus, de nouveaux produits et processus peuvent renforcer la crédibilité du secteur agroalimentaire, favoriser les investissements et simplifier la structure de mise en marché.

Le Canada jouit actuellement d'une bonne sécurité alimentaire. Cependant, les changements climatiques, les tensions géopolitiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont le potentiel de changer rapidement la donne à l'échelle planétaire. Le secteur agroalimentaire du Canada doit réagir en amont à ces défis.

En coordonnant les efforts de tous les intervenants, il est possible d'assurer la prospérité du secteur agroalimentaire et de l'ensemble de l'économie du pays.

## Principales conclusions

Voici un résumé des principales observations et recommandations du rapport à l'intention des dirigeants d'entreprises et des décideurs canadiens. En s'attaquant d'emblée à ces enjeux, le Canada pourra connaître une croissance économique soutenue et gravir quelques échelons du palmarès.



**13,3**  
MILLIARDS \$

Excédent commercial du  
Canada en agriculture

### L'agriculture et les produits de base sont essentiels à la prospérité

Les pays doivent investir dans l'avenir de l'agriculture et des produits de base à l'intérieur de leurs frontières, en plus de soutenir les entreprises qui créent de la richesse au moyen des technologies agricoles, de la science agroalimentaire et du commerce de détail en alimentation.



### Obstacles réglementaires pour les petites entreprises

Les entreprises locales, notamment celles en démarrage, font face à de nombreux défis susceptibles de nuire à leur croissance et à leur succès, tels que la complexité de la réglementation.



**3<sup>e</sup>**

Rang occupé par le  
Canada en 2024

### Importance de la sécurité alimentaire

Le Canada figure en tête de liste pour la sécurité alimentaire grâce à ses ressources agricoles abondantes et à ses technologies évoluées en agriculture. Les pays qui misent sur la sécurité alimentaire en adoptant des stratégies d'amélioration à cet égard ont enregistré une hausse de la productivité dans tous les secteurs.



### Tenir compte de la géographie du Canada

La distribution de biens dans un espace si vaste et à la géographie si diversifiée implique des coûts élevés, qui fluctuent généralement en fonction de la hausse des prix de l'énergie.



**65%**

Part de marché détenue par  
les trois plus grandes chaînes  
d'alimentation du Canada

### Possibilités de créer de la valeur

La concentration du marché entre les mains de quelques grands joueurs étouffe la concurrence, l'innovation et la compétitivité dans le secteur agroalimentaire. Même si le Canada est un grand producteur de matières premières, ce sont très souvent d'autres pays qui tirent profit de la transformation de ces matières en produits à valeur ajoutée.



### Quel est le prochain défi du Canada?

Le Canada peut tirer de précieuses leçons des différentes façons de faire des pays les plus performants pour favoriser la collaboration entre les intervenants du secteur de l'agriculture et les établissements d'enseignement postsecondaire.

Voyez comment l'évolution de la dynamique en agroalimentaire peut créer de nouvelles occasions d'affaires pour votre entreprise. Notre rapport présente des conclusions pertinentes qui définissent l'avenir de l'agriculture et des entreprises du secteur de la transformation alimentaire. Contactez notre équipe dès aujourd'hui pour en savoir plus, entre autres sur l'incidence possible de ces tendances sur vos activités.

Matt MacDonald | Leader national, Transformation alimentaire | [matt.macdonald@mp.ca](mailto:matt.macdonald@mp.ca)





## Annexe 1

---

### L'agroalimentaire dans le monde

#### Palmarès des pays les plus influents : Analyses et conclusions

## 1. Introduction

La pandémie a perturbé les chaînes d’approvisionnement alimentaire dans le monde, bouleversant au passage les habitudes de consommation<sup>3</sup>, révélant les points faibles des systèmes d’importation et d’exportation<sup>4,5</sup>. La hausse du prix des aliments<sup>6</sup> et les conflits géopolitiques<sup>7</sup> des dernières années ont également exacerbé ces défis. Ces enjeux soulignent le besoin pour les différents pays d’accorder la priorité à leur propre sécurité alimentaire et d’investir dans l’innovation et la durabilité de leur agriculture<sup>8,9</sup>.

La comparaison du Canada et des pays les plus performants met en évidence plusieurs éléments intéressants. L’adoption de stratégies éprouvées peut corriger certaines lacunes, notamment des politiques fragmentaires, la collecte de données incomplètes et un accès limité aux ressources<sup>10,11,12</sup>. De telles mesures contribueraient à la souveraineté alimentaire du Canada, à sa concurrence et à sa capacité à augmenter sa part des marchés mondiaux.

### But

Le présent rapport est une étude comparative qui évalue la performance des 19 pays du G20, et les classe en conséquence : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie et Turquie.

En établissant des points de référence clairs appuyés par des indicateurs objectifs et fiables, il met en évidence des facteurs de succès sur les marchés agroalimentaires internationaux. Même si la transparence des données et la capacité à les recueillir varient d’un pays à l’autre, le rapport relève les meilleures pratiques pour gérer les produits de base, favoriser l’arrivée de nouveaux joueurs sur le marché, et atténuer les risques causés par des conflits régionaux. Mais surtout, il vise à alimenter la discussion sur l’amélioration des résultats du marché agroalimentaire au Canada et l’accroissement de son influence dans le monde.

### Méthodologie

Se divisant en trois catégories, l’échelle de référence utilisée dans le présent rapport pour classer les pays vise à illustrer l’avantage concurrentiel relatif du système alimentaire de chacun :

- **Catégorie 1 (performance élevée)** : Les indicateurs de cette catégorie représentent une performance ou des conditions optimales, qui dépassent largement les attentes ou les normes du secteur.
- **Catégorie 2 (performance moyenne)** : Les indicateurs de cette catégorie reflètent une performance ou des conditions correspondant aux attentes ou aux normes du secteur, mais dont certains aspects pourraient être améliorés.
- **Catégorie 3 (faible performance)** : Les indicateurs de cette catégorie traduisent une performance en deçà des attentes ou des normes du secteur, et dont plusieurs aspects sont à améliorer.

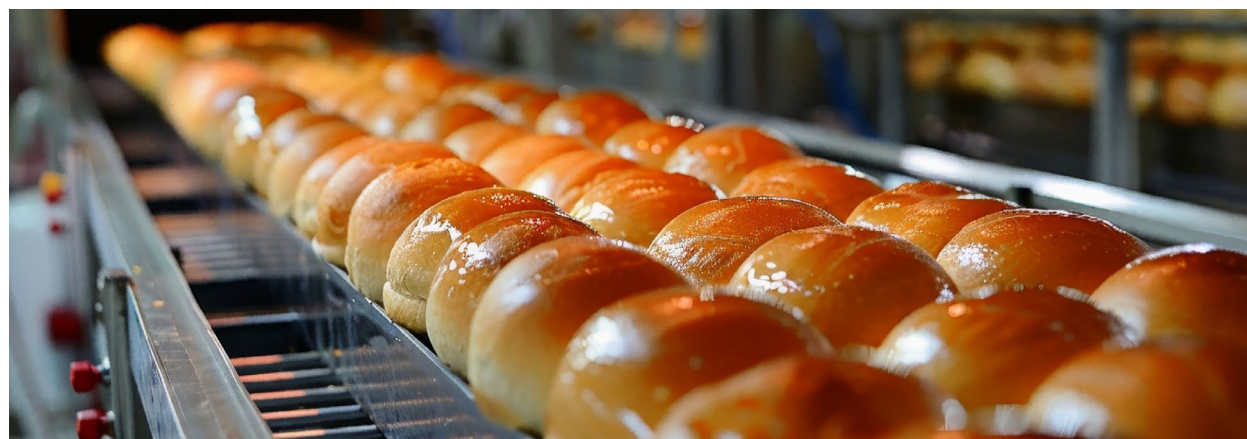
Le classement tient compte à la fois des points forts et des points à améliorer. Ces évaluations indiquent les pays qui mettent en place des politiques et pratiques efficaces favorisant la concurrence mondiale pour les secteurs des produits de base et de l’agroalimentaire. Ces évaluations portent sur cinq domaines d’influence :

- Le soutien aux entreprises;
- Le secteur du commerce de détail et le régime fiscal;
- La sécurité alimentaire et la nutrition;
- Le commerce et la géopolitique.
- La durabilité de l’environnement;

Les données ont été recueillies auprès d'organisations nationales et internationales de renom, comme la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, et l'Economist Intelligence Unit. Les indicateurs ont été sélectionnés en fonction de leur fiabilité, de leur disponibilité et de leur capacité à servir de point de référence objectif au fil du temps et entre différents pays.




















**Tableau 1 : Piliers et indicateurs connexes**

<b>Soutien à l'écosystème entrepreneurial, la technologie et l'innovation</b>	Accès à la formation en gestion pour les entreprises agroalimentaires Investissement dans la recherche et l'innovation agroalimentaire
<b>Sécurité alimentaire et nutrition</b>	Accès à des aliments abordables et nutritifs Stratégies nationales pour améliorer la sécurité alimentaire
<b>Commerce de détail et régime financier</b>	Part de marché et influence des principaux détaillants agroalimentaires Concentration et coordination dans le circuit d'approvisionnement
<b>Commerce et géopolitique</b>	Valeur des exportations et des importations agroalimentaires Stabilité politique et politiques influençant le commerce agroalimentaire
<b>Durabilité et impact environnemental</b>	Adoption de pratiques agricoles durables Biodiversité et efforts de conservation dans l'agriculture La production agroalimentaire et ses effets sur le méthane et l'oxyde nitreux





## Performance globale

Pays	Note globale	Catégorie
 États-Unis	1,19	Catégorie 1
 Japon	1,40	Catégorie 1
 Chine	1,44	Catégorie 1
 Allemagne	1,50	Catégorie 1
 Royaume-Uni	1,51	Catégorie 2
 Inde	1,53	Catégorie 2
 Corée du Sud	1,53	Catégorie 2
 France	1,58	Catégorie 2
 Brésil	1,61	Catégorie 2
 Mexique	1,68	Catégorie 2
 Australie	1,69	Catégorie 2
 Russie	1,69	Catégorie 2
 Canada	1,72	Catégorie 2
 Italie	1,75	Catégorie 2
 Arabie saoudite	1,89	Catégorie 3
 Turquie	2,03	Catégorie 3
 Indonésie	2,07	Catégorie 3
 Afrique du Sud	2,11	Catégorie 3
 Argentine	2,15	Catégorie 3

### Limites

La transparence des données permet aux différents acteurs du marché d'authentifier les informations, de prendre des décisions éclairées et, par conséquent, de favoriser la fiabilité des marchés. Tous les pays ont démontré un manque de transparence à un certain degré. Il s'agit d'une situation commune à toutes les catégories et qui n'est pas propre à un pays en particulier. En misant sur une plus grande transparence, les intervenants du marché et les décideurs pourront créer un système alimentaire mondial plus résilient, mieux documenté et plus concurrentiel.

Des limites sont indiquées dans le rapport lorsqu'aucune donnée secondaire n'était disponible. Afin de réduire la subjectivité, les critères étaient examinés par des experts internationaux en économie et politique alimentaires, et en agroalimentaire, afin de sélectionner 12 indicateurs produisant des résultats mesurables pour assurer des comparaisons significatives et fournir des informations exploitables.



## 2. Indicateur : sécurité alimentaire et nutrition

La sécurité alimentaire et des politiques alimentaires globales sont essentielles à la bonne santé d'un pays, à sa croissance économique et à sa capacité concurrentielle à l'échelle mondiale. Les pays présentant le plus haut degré de sécurité alimentaire affichent une plus grande productivité, une meilleure production agricole et un taux plus élevé de création d'emplois; des facteurs qui favorisent tous la résilience économique et les possibilités commerciales<sup>13</sup>.

La pandémie a exposé les points faibles des systèmes alimentaires mondiaux, causant des perturbations importantes dans les chaînes d'approvisionnement et les échanges commerciaux en agriculture en raison de contraintes réglementaires à la circulation des biens et des travailleurs<sup>14,15</sup>. Ces défis, jumelés à la hausse des prix des aliments causés par les phénomènes climatiques et les conflits géopolitiques, ont causé des soucis à l'égard de l'abordabilité et de l'accessibilité des aliments pour les populations vulnérables.

Le présent chapitre évalue le degré de sécurité alimentaire, les politiques alimentaires nationales et la confiance du public envers l'approvisionnement alimentaire, en mettant l'accent sur les possibilités pour le Canada de consolider sa position de chef de file mondial.

### 2.1 Sécurité et politique alimentaires

La sécurité alimentaire signifie pour un pays de disposer d'un approvisionnement adéquat et accessible en aliments sains<sup>16</sup>. La sécurité alimentaire entraîne une plus grande efficacité, une meilleure santé publique et des apports économiques plus importants, tant par les particuliers que par les entreprises, en raison du plus fort volume d'échanges commerciaux et d'une productivité plus élevée<sup>17</sup>.

Le Canada se classe parmi les pays jouissant de la plus grande sécurité alimentaire dans le monde, grâce à ses vastes ressources agricoles, à ses technologies agricoles évoluées et à son système de gestion de l'offre très efficace. Ces facteurs assurent la stabilité du prix des aliments et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement, ce qui contraste avec la volatilité constatée dans de nombreux pays.

Depuis la pandémie de COVID-19, plusieurs pays ont eu de la difficulté à assurer leur propre sécurité alimentaire. De plus, la hausse des coûts, les changements climatiques et les problèmes d'abordabilité menacent les efforts à long terme. Les pays qui en font une priorité par l'innovation stratégique et l'amélioration des politiques voient une augmentation de leur productivité dans tous les secteurs et une hausse de leur PIB, et sont plus concurrentiels à l'échelle mondiale.

## Possibilités pour le Canada

- Tirer profit de techniques évoluées comme l'agronomie et l'analytique prédictive pour réduire les coûts, stimuler la productivité et favoriser la durabilité.
- Élaborer une stratégie alimentaire nationale pour adapter la production interne à la consommation afin d'atteindre à la fois les objectifs économiques et environnementaux.
- Consolider la sécurité alimentaire grâce à des innovations visant à répondre aux enjeux des changements climatiques et de l'abordabilité, particulièrement pour des populations vulnérables.

Pays	Classement mondial de la sécurité alimentaire	Accès à des aliments nutritifs et abordables
 France	80,20	Performance élevée
 Japon	79,50	Performance élevée
 <b>Canada</b>	<b>79,10</b>	<b>Performance élevée</b>
 Royaume-Uni	78,80	Performance élevée
 États-Unis	78,00	Performance élevée
 Allemagne	77,00	Performance élevée
 Australie	75,40	Performance élevée
 Chine	74,20	Performance élevée
 Italie	74,00	Performance élevée
 Corée du Sud	70,20	Performance élevée
 Arabie saoudite	69,9	Performance modérée
 Mexique	69,10	Performance modérée
 Russie	69,1	Performance modérée
 Turquie	65,3	Performance modérée
 Brésil	65,10	Performance modérée
 Argentine	64,80	Performance modérée
 Afrique du Sud	61,70	Performance modérée
 Indonésie	60,20	Performance modérée
 Inde	58,90	Performance faible



Le tableau 1 présente le classement des pays du G20 en fonction de leur sécurité alimentaire en 2022. Cet indicateur tient compte de l'accès aux aliments, de leur abordabilité et de leur sûreté, ainsi que de la durabilité des pratiques agricoles du pays. La France se classe au premier rang : moins de 20 % de sa population vit de l'insécurité alimentaire. Sans surprise, la sécurité alimentaire est plus grande dans les pays occidentaux plus riches et dont les relations commerciales sont bien établies.

### 2.1.1 Stratégie alimentaire nationale

Une stratégie alimentaire nationale procure un cadre pour optimiser les avantages technologiques, répondre aux enjeux commerciaux et garantir la sécurité alimentaire. Les pays disposant des stratégies alimentaires les plus solides affichent une productivité plus élevée, encouragent l'innovation et sont plus concurrentiels à l'échelle mondiale.

Comparativement à d'autres pays, le Canada pourrait tirer profit d'une stratégie alimentaire plus globale. Le contexte actuel, marqué par une forte inflation des prix des aliments, est nettement différent de celui d'avant la pandémie. En mettant en œuvre une vision claire et unifiée, le Canada pourrait doter son secteur agroalimentaire des outils nécessaires pour qu'il réalise son plein potentiel.






















**Tableau 2 : Pays disposant d'un plan stratégique global et clair à l'égard de leur politique alimentaire<sup>19</sup>**

Pays	Publication de la stratégie annuelle	Stratégies nationales pour l'amélioration de la sécurité alimentaire
 Brésil	2024	Performance élevée
 Chine	2024	Performance élevée
 Allemagne	2024	Performance élevée
 Inde	2024	Performance élevée
 Corée du Sud	2024	Performance élevée
 Australie	2023	Performance élevée
 France	2023	Performance élevée
 Indonésie	2023	Performance élevée
 Mexique	2023	Performance élevée
 Arabie saoudite	2023	Performance élevée
 États-Unis	2023	Performance élevée
 Japon	2021	Performance modérée
 Royaume-Uni	2021	Performance modérée
 Canada	2020	<b>Performance modérée</b>
 Italie	2020	Performance modérée
 Argentine	2020	Performance modérée
 Russie	2019	Performance modérée
 Afrique du Sud	...	Performance faible
 Turquie	...	Performance faible

### Mesures clés pour le Canada

- Établir une politique alimentaire nationale cohérente pour répondre aux défis liés à la sécurité alimentaire, qui ont été exacerbés par la pandémie et les pressions inflationnistes.
- Investir dans la diversité des cultures et les pratiques durables afin d'atténuer les risques causés par la variabilité du climat et d'assurer la résilience à long terme.
- Examiner les stratégies efficaces des autres pays afin de parfaire ses propres politiques et de maintenir sa position de chef de file sur le plan de la sécurité alimentaire et de la durabilité.

**Tableau 3 : Résultats globaux : Sécurité et politique alimentaires**

Pays				
	Australie	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	Chine	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	France	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	Allemagne	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	Corée du Sud	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	États-Unis	1,00	Performance élevée	Performance élevée
	Brésil	1,50	Performance élevée	Performance élevée
	Canada	1,50	<b>Performance élevée</b>	<b>Performance modérée</b>
	Indonésie	1,50	Performance élevée	Performance élevée
	Italie	1,50	Performance élevée	Performance modérée
	Japon	1,50	Performance élevée	Performance modérée
	Mexique	1,50	Performance modérée	Performance élevée
	Arabie saoudite	1,50	Performance modérée	Performance élevée
	Royaume-Uni	1,50	Performance élevée	Performance modérée
	Argentine	2,00	Performance modérée	Performance modérée
	Inde	2,00	Performance faible	Performance élevée
	Russie	2,00	Performance modérée	Performance modérée
	Afrique du Sud	2,50	Performance modérée	Performance faible
	Turquie	2,50	Performance modérée	Performance faible

Le tableau 3 présente les résultats des pays du G20 sur les plans de la sécurité et de la politique alimentaires. Naturellement, les pays les plus riches se classent en tête de liste. Les variations à ce classement dépendront de la capacité de ces pays à s'ajuster aux changements climatiques et à l'évolution du contexte politique mondial.

Les ressources abondantes du Canada et ses technologies évoluées le placent en bonne position pour être un chef de file au chapitre de la sécurité alimentaire. En corrigeant les lacunes sur le plan des politiques et en misant sur l'innovation, le Canada peut renforcer sa capacité concurrentielle à l'échelle mondiale, consolider ses systèmes alimentaires et optimiser ses possibilités économiques.



### 3. Indice du commerce et de la géopolitique

#### 3.1 Valeur des exportations et des importations agroalimentaires

Le commerce est essentiel à la création de richesses et à la sécurité alimentaire, car il permet d'attirer des investissements et de favoriser la croissance économique dans le secteur agroalimentaire. Un secteur de l'exportation solide soutient l'innovation et la durabilité et témoigne d'une compétitivité à l'échelle mondiale, et les importations permettent quant à elles de varier l'alimentation à l'intérieur du pays<sup>20</sup>.

**Tableau 4 : Balance commerciale de l'agriculture<sup>21</sup>**

Pays	Valeur de la balance commerciale (milliards - USD)	Valeur des exportations et des importations agroalimentaires
 Australie	47,5	Performance élevée
 Brésil	29,4	Performance élevée
 Mexique	21,4	Performance élevée
 Inde	17,9	Performance élevée
 Canada	13,3	Performance élevée
 France	7,9	Performance élevée
 Russie	7,8	Performance élevée
 Turquie	6,8	Performance modérée
 Afrique du Sud	5,5	Performance modérée
 Italie	2,4	Performance modérée
 États-Unis	-3,0	Performance modérée
 Argentine	-6,9	Performance modérée
 Royaume-Uni	-7,0	Performance modérée
 Indonésie	-10,6	Performance faible
 Arabie saoudite	-25,3	Performance faible
 Japon	-30,5	Performance faible
 Allemagne	-32,3	Performance faible
 Corée du Sud	-36,3	Performance faible
 Chine	-137,4	Performance faible

Le tableau 4 montre l'excédent ou déficit commercial cumulé dans le secteur agricole d'un pays, en dollars américains. Si la note est négative, c'est qu'il y a déficit commercial, à savoir que les importations du pays dépassent ses exportations. Selon le sondage, un déficit commercial pourrait dénoter que le contrôle qu'un pays exerce sur ses richesses agroalimentaires est compromis, ce qui entraînerait une plus grande dépendance sur d'autres nations.

L'excédent commercial du Canada témoigne de son positionnement de choix, malgré des occasions manquées qui le plombent. Bon nombre de ses exportations sont des matériaux bruts et ce sont souvent d'autres pays qui profitent de la valeur ajoutée qui provient de leur transformation. En investissant dans la transformation et l'innovation à l'intérieur de ses frontières, le Canada pourrait récupérer une grande valeur économique, créer des emplois et consolider son influence dans le monde.

### Possibilités pour le Canada

- Miser sur la transformation à valeur ajoutée afin de bonifier les exportations de produits agroalimentaires en forte demande.
- Attirer les investissements canadiens et étrangers en vue de moderniser les chaînes d'approvisionnement et de rehausser la capacité concurrentielle.

### Stabilité politique

La stabilité politique est essentielle à la productivité et à l'investissement dans le secteur agricole. Lorsqu'un conflit de travail survient, la priorité passe de la croissance à la survie, ce qui a pour effet d'interrompre les chaînes d'approvisionnement, d'entraîner des chocs de prix et de ralentir l'innovation. Le système parlementaire stable du Canada crée un environnement fiable pour l'investissement, la croissance et le progrès, ce qui permet au pays d'asseoir sa réputation de partenaire mondial fiable<sup>22</sup>.



**Tableau 5 : Stabilité politique<sup>23</sup>**

Pays	Stabilité politique	Stabilité politique et politiques ayant une incidence sur le commerce agroalimentaire
 Canada	95,3	Performance élevée
 Australie	94,9	Performance élevée
 Allemagne	91,5	Performance élevée
 Japon	90,1	Performance élevée
 Royaume-Uni	87,2	Performance élevée
 France	85,1	Performance élevée
 Italie	82,2	Performance élevée
 États-Unis	82,1	Performance élevée
 Afrique du Sud	79,1	Performance modérée
 Corée du Sud	72,7	Performance modérée
 Chine	72,0	Performance modérée
 Argentine	70,1	Performance modérée
 Brésil	64,4	Performance modérée
 Arabie saoudite	61,4	Performance modérée
 Mexique	59,6	Performance modérée
 Indonésie	55,3	Performance modérée
 Inde	50,5	Performance modérée
 Turquie	43,0	Performance faible
 Russie	28,6	Performance faible

Devant les tensions géopolitiques qui perturbent les systèmes alimentaires mondiaux, la stabilité du Canada en fait un joueur de premier plan pour montrer la voie sur les façons d'en réduire les contrecoups. Au moyen d'investissements dans une infrastructure résiliente face aux changements climatiques et dans des chaînes d'approvisionnement résistante aux conflits, le Canada pourrait consolider davantage son rôle de leader en agroalimentaire dans le monde.





## 4. Secteur du commerce de détail et régime fiscal

### 4.1 Part de marché des épiceries

La consolidation en cours dans le secteur de l'épicerie canadien continue d'étouffer l'innovation et fait la vie dure aux petits producteurs en quête de succès. Une poignée de grands joueurs dominent le marché canadien et profitent d'acquisitions pour renforcer leur mainmise, limitant les chances de succès des fabricants de produits alimentaires et des épiceries indépendantes<sup>24,25</sup>. Les producteurs constatent des pertes d'autonomie et une diminution du rendement du capital investi, ce qui nuit à leur capacité d'adapter leurs activités ou d'investir dans la modernisation et l'innovation.

Ailleurs dans le monde, des pays comme l'Australie et le Royaume-Uni ont surmonté des écueils semblables en se dotant de codes de conduite pour les épiceries. Ces cadres réglementaires leur ont permis de promouvoir des pratiques équitables, de donner un coup de pouce aux petits joueurs et d'améliorer la transparence dans les chaînes d'approvisionnement.

Au Canada, le code de conduite des épiceries récemment présenté, et dont l'entrée en vigueur est prévue le 1er juin 2025, représente un important pas vers l'avant en vue de résoudre ces problèmes. Les grands détaillants se sont engagés à adopter ce code destiné à rendre le marché plus équitable<sup>26</sup>.

**Tableau 6 : Part de marché des trois principaux détaillants<sup>27</sup>**

Pays	Part de marché des trois principaux détaillants	Part de marché et influence des principaux détaillants agroalimentaires
 Italie	31,1	Performance élevée
 États-Unis	33,4	Performance élevée
 Japon	34,8	Performance élevée
 Mexique	42,4	Performance modérée
 Allemagne	45,4	Performance modérée
 France	51,0	Performance modérée
 Arabie saoudite	55,1	Performance modérée
 Russie	55,7	Performance modérée
 Argentine	58,1	Performance modérée
 Brésil	59,0	Performance modérée
 Royaume-Uni	60,9	Performance faible
 Indonésie	62,7	Performance faible
 Canada <sup>28</sup>	65,2	<b>Performance faible</b>
 Corée du Sud	65,3	Performance faible
 Chine	69,4	Performance faible
 Afrique du Sud	77,1	Performance faible
 Australie	78,4	Performance faible
 Turquie	80,0	Performance faible
 Inde	89,2	Performance faible

### Principales dispositions du code de conduite des épiceries

- Établir des lignes directrices pour des négociations justes entre les épiciers et les fournisseurs afin de réduire le recours impropre aux pénalités et aux frais.
- Mettre en place un processus de résolution des litiges en bonne et due forme, en prévoyant des sanctions pour les manquements systémiques et des mécanismes pour une meilleure reddition de comptes.
- Mieux équilibrer les dynamiques de pouvoir sur le marché en améliorant la transparence et en encourageant des pratiques équitables dans la chaîne d'approvisionnement.

Bien que les exemples internationaux démontrent les bienfaits de ce type de mesures, le succès du Canada reposera sur l'efficacité de leur application et la participation du secteur tout entier. Selon l'avis des experts, le code pourrait ne pas avoir d'incidence directe sur les prix à la consommation, mais offrirait une plus grande stabilité aux fournisseurs, particulièrement dans les milieux ruraux et mal desservis.

### Données comparatives

- **Australie et Royaume-Uni** : Les codes de conduite de ces pays leur ont permis d'améliorer les relations entre les détaillants et les fournisseurs, de diminuer les pratiques injustes et d'ouvrir la porte à une concurrence plus équitable.
- **Canada** : En adoptant des mesures similaires, le pays a l'occasion de créer un marché agroalimentaire compétitif et durable qui soutient les petits joueurs tout en maintenant l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement.

### Possibilités pour le Canada

- Mettre à profit le code de conduite des épiceries pour encourager l'innovation, améliorer l'accès au marché des petits producteurs et rehausser la concurrence dans les chaînes d'approvisionnement.
- Observer l'application du code et son incidence pour le peaufiner et générer des retombées à l'échelle du secteur agroalimentaire.
- Mesurer le progrès par rapport aux normes internationales pour assurer des avancées durables en équité et en compétitivité.

En s'alignant aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale et en répondant aux défis nationaux, le Canada peut promouvoir un secteur de l'épicerie plus équilibré et concurrentiel. Ces efforts assureront un écosystème agroalimentaire sain et contribueront à la croissance à long terme du secteur.

#### 4.1.1 Logistique

Le vaste territoire canadien et les coûts de transport élevés entraînent d'importants défis logistiques. L'augmentation des coûts de l'énergie et les conflits de travail exercent une pression accrue sur les chaînes d'approvisionnement, ce qui nuit à la fiabilité du commerce et à la stabilité du marché intérieur<sup>29,30</sup>.





**Tableau 7 : Classement en planification et logistique<sup>31</sup>**

Pays	Planification et classement logistique	Concentration et coordination dans le canal d'approvisionnement
 Allemagne	80,0	Performance élevée
 Japon	75,8	Performance élevée
 Royaume-Uni	74,8	Performance élevée
 États-Unis	72,3	Performance élevée
 France	71,0	Performance élevée
 Afrique du Sud	69,5	Performance modérée
 Chine	69,3	Performance modérée
 Australie	68,8	Performance modérée
 Italie	68,5	Performance modérée
 <b>Canada</b>	<b>68,3</b>	<b>Performance modérée</b>
 Corée du Sud	65,3	Performance modérée
 Arabie saoudite	64,2	Performance modérée
 Indonésie	53,8	Performance modérée
 Turquie	53,8	Performance modérée
 Inde	51,5	Performance modérée
 Mexique	51,2	Performance modérée
 Brésil	49,8	Performance faible
 Argentine	47,3	Performance faible
 Russie	44,0	Performance faible

Le classement en planification et logistique selon l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale est présenté au Tableau 7.

Pour demeurer concurrentiel, le Canada doit traiter des inefficiences dans la gestion des chaînes d'approvisionnement et investir dans une infrastructure de transport résiliente.

La distribution de biens dans un espace si vaste et à la géographie si diversifiée implique des coûts élevés, qui fluctuent généralement en fonction de la hausse des prix de l'énergie. Cette complexité géographique requiert de vastes réseaux de transport, lesquels font grimper les dépenses d'exploitation.

**Tableau 8 : Note pour le secteur du commerce de détail et le régime fiscal**

Pays	Pointage	Part de marché et influence des principaux détaillants agroalimentaires	Concentration et coordination dans le canal d'approvisionnement
 États-Unis	1,00	Performance élevée	Performance élevée
 Allemagne	1,67	Performance modérée	Performance élevée
 France	1,67	Performance modérée	Performance élevée
 Italie	1,67	Performance élevée	Performance modérée
 Japon	1,67	Performance élevée	Performance élevée
 Australie	2,00	Performance faible	Performance modérée
 Royaume-Uni	2,00	Performance faible	Performance élevée
 Canada	<b>2,00</b>	<b>Performance modérée</b>	<b>Performance modérée</b>
 Arabie saoudite	2,00	Performance modérée	Performance modérée
 Mexique	2,00	Performance modérée	Performance modérée
 Indonésie	2,33	Performance faible	Performance modérée
 Afrique du Sud	2,33	Performance faible	Performance modérée
 Russie	2,33	Performance modérée	Performance faible
 Chine	2,33	Performance faible	Performance modérée
 Argentine	2,67	Performance modérée	Performance faible
 Brésil	2,67	Performance modérée	Performance faible
 Inde	2,67	Performance faible	Performance modérée
 Turquie	2,67	Performance faible	Performance modérée
 Corée du Sud	2,67	Performance faible	Performance modérée

Le tableau 8 donne une note générale pour le secteur du commerce de détail et le régime fiscal sur le plan de l'agroalimentaire pour les pays du G20. Les États-Unis se démarquent dans chaque catégorie, étant donné leur climat d'affaires favorable et un environnement concurrentiel pour les épiceries. Comme en témoignent de nombreux partenariats et accords de libre-échange, le secteur de l'agriculture américain est compétitif à l'échelle mondiale.



## 5. Soutien à l'écosystème d'entreprises

### 5.1 Recherche et développement

Des systèmes de recherche et développement robustes favorisent la compétitivité et l'innovation dans le secteur agroalimentaire. Bien que le Canada compte sur des bases solides, le financement limité et la fragmentation des partenariats nuisent au progrès et aux avancées dans le secteur<sup>32</sup>.

La tendance du Canada à se concentrer sur des applications pratiques et à court terme freine souvent sa capacité à diriger les initiatives à haut risque qui sont plus propices à l'innovation et à la transformation. En palliant les lacunes de financement et en améliorant la collaboration entre les universités, le gouvernement et l'industrie, le Canada peut renforcer sa position mondiale dans le secteur de la recherche agroalimentaire.

#### Possibilités pour le Canada

- Améliorer le financement en recherche de pointe sur la technologie agroalimentaire et la durabilité.
- Favoriser des partenariats pour accélérer l'innovation et améliorer la mise en marché de nouvelles technologies.

### 6.2 Formation

Une formation accessible et abordable est essentielle au développement d'une main-d'œuvre compétente dans le secteur agroalimentaire. Les établissements d'études postsecondaires doivent toutefois composer avec des budgets restreints. Bien que des collaborations entre le secteur et le milieu universitaire représenteraient un atout majeur, ils sont l'exception plutôt que la norme. Par conséquent, la main-d'œuvre fraîchement diplômée arrive sur le marché du travail avec des compétences certes nécessaires, mais qui ne sont pas toujours adaptées aux enjeux mondiaux d'aujourd'hui<sup>34,35</sup>.



**Tableau 9 : Classement en recherche et développement<sup>33</sup>**

Pays	Classement de la R et D	Investissement dans la recherche et l'innovation agroalimentaire
 Corée du Sud	100,0	Performance élevée
 Japon	100,0	Performance élevée
 Chine	93,3	Performance élevée
 États-Unis	60,7	Performance élevée
 Afrique du Sud	48,9	Performance modérée
 Allemagne	44,4	Performance modérée
 <b>Canada</b>	<b>44,4</b>	<b>Performance modérée</b>
 Inde	39,3	Performance modérée
 Royaume-Uni	36,3	Performance modérée
 Turquie	30,4	Performance modérée
 Australie	23,0	Performance faible
 Arabie saoudite	22,5	Performance faible
 Indonésie	21,5	Performance faible
 Russie	19,3	Performance faible
 Mexique	19,3	Performance faible
 Italie	18,5	Performance faible
 France	17,0	Performance faible
 Brésil	11,9	Performance faible
 Argentine	5,2	Performance faible

**Tableau 10 : Classement de l'accès à la formation et aux ressources<sup>36</sup>**

Pays	Classement de l'accès à l'éducation et aux ressources agrotechniques	Accès à la formation en gestion pour les entreprises agroalimentaires
 Argentine	81,6	Performance élevée
 Arabie saoudite	70,5	Performance élevée
 Russie	65,5	Performance élevée
 Corée du Sud	62,0	Performance élevée
 Royaume-Uni	60,5	Performance élevée
 Allemagne	57,4	Performance modérée
 <b>Canada</b>	<b>57,0</b>	<b>Performance modérée</b>
 France	55,0	Performance modérée
 Turquie	54,7	Performance modérée
 Japon	52,5	Performance modérée
 Inde	52,2	Performance modérée
 Indonésie	52,2	Performance modérée
 Chine	50,0	Performance modérée
 Mexique	50,0	Performance modérée
 Brésil	50,0	Performance modérée
 Afrique du Sud	43,1	Performance faible
 Italie	42,2	Performance faible
 États-Unis d'Amérique	38,1	Performance faible
 Australie	28,7	Performance faible

Pour préparer la main-d'œuvre canadienne à répondre aux demandes d'un secteur agroalimentaire compétitif, les partenariats entre le secteur et le milieu universitaire doivent être renforcés et ainsi offrir plus d'occasions de formation pratique.

### Possibilités pour le Canada

- Promouvoir la sensibilisation en technologie agroalimentaire pour attirer une main-d'œuvre diversifiée et répondre aux demandes du secteur.
- Augmenter le financement pour les stages et les programmes coop afin de faire le pont entre la formation universitaire et l'application pratique.



## 7. Rendement du Canada

Le Canada se classe onzième dans la Catégorie 2 (performance modérée) parmi les pays du G20, en raison de ses bonnes ressources, mais de lacunes en politiques et en innovation. L'absence d'une stratégie alimentaire cohérente à l'échelle nationale limite la capacité du secteur à répondre aux besoins en sécurité alimentaire et à maximiser son influence mondiale.

En outre, le pays gagnerait à investir de façon accrue en recherche et développement pour former sa population active, combler des lacunes sur le plan de l'innovation et réaliser des percées en agriculture de précision, en gestion de la chaîne d'approvisionnement fondée sur l'IA et en systèmes de transformation alimentaire de pointe<sup>37,38</sup>. Ces technologies permettent d'améliorer la productivité et la durabilité, en plus d'ouvrir la voie à de nouvelles possibilités pour la création de patrimoine. Cependant, des problèmes fondamentaux (politiques fiscales incohérentes, transparence limitée des données, collaboration inadéquate entre les parties prenantes) peuvent mettre un frein au progrès<sup>39,40,41</sup>.

Le maintien d'une relation de confiance et la création d'un écosystème agroalimentaire intérieur solide dépendent d'une plus grande transparence et d'une meilleure collaboration entre toutes les parties prenantes (gouvernement, secteur, milieu universitaire)<sup>42,43,44</sup>. Les politiques qui visent le juste équilibre entre imposition et subventions peuvent attirer des investissements, stimuler l'innovation et assurer le maintien d'un portefeuille agricole résilient et diversifié<sup>45,46</sup>.

### Mesures clés pour le Canada

- Rédiger une politique alimentaire cohérente pour arrimer la production nationale aux cibles de consommation.
- Offrir un soutien financier accru aux entreprises en démarrage qui favorisent l'innovation et la croissance économique.
- Mettre en place un code de conduite pour les épiceries, gouverné par le secteur même, qui garantit des pratiques équitables et favorise la compétitivité.

En comblant des lacunes et en tirant parti de ses forces, le Canada peut consolider sa position de tête dans le marché agroalimentaire mondial.





## **Annexe 2**

---

### **L'agroalimentaire dans le monde**

#### **Palmarès des pays les plus influents : Références**

- <sup>1</sup> OCDE. (2022, 5 août) *Effets de l'agression russe contre l'Ukraine sur les marchés agricoles et conséquences pour l'action publique*, Les réponses de l'OCDE face aux conséquences de la guerre en Ukraine. [https://www.oecd.org/fr/publications/effets-de-l-agression-russe-contre-l-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-consequences-pour-l-action-publique\\_6c120154-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/effets-de-l-agression-russe-contre-l-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-consequences-pour-l-action-publique_6c120154-fr.html)
- <sup>2</sup> Ibid. (110 citations du rapport original)
- <sup>3</sup> Magableh, G. (2021, 8 février). Supply Chains and the COVID-19 Pandemic: A Comprehensive Framework, *European Management Review*, 18(3), 363–382. <https://doi.org/10.1111/emre.12449>
- <sup>4</sup> Unnevehr, L. J. (2022, 15 juin). Addressing food safety challenges in rapidly developing food systems, *Agricultural Economics*, 53(4), 529–539. <https://doi.org/10.1111/agec.12724>
- <sup>5</sup> Wegren, S. (2023, 1er mars). Challenges to global food security: A policy approach to the 2021–2022 food crisis, *World Food Policy*, 9(1), 127–148. <https://doi.org/10.1002/wfp2.12057>
- <sup>6</sup> Arkajyoti, D. and Singh, S.P. (2023). A Resilient Pricing and Service Quality Level Decision for Fresh Agri-Product Supply Chain in Post-COVID-19 Era, *The International Journal of Logistics Management*, 34(4), 1101–1140. <https://doi.org/10.1108/IJLM-02-2021-0117>
- <sup>7</sup> Abay et al. (2023, 1er mars). The Russia-Ukraine war: Implications for global and regional food security and potential policy responses, *Global Food Security*, 36, 100675. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2023.100675>
- <sup>8</sup> Shiferaw et al. (2013, 28 avril). Crops that feed the world 10. Past successes and future challenges to the role played by wheat in global food security, *Food Security*, 5(3), 291–317. <https://doi.org/10.1007/s12571-013-0263-y>
- <sup>9</sup> Giller et al. (2021, 3 septembre). The future of farming: Who will produce our food?, *Food Security*, 13(5), 1073–1099. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01184-6>
- <sup>10</sup> Bojnec Š. and Fertő, I. (2017, 5 juin) The duration of global agri-food export competitiveness, *British Food Journal*, 119(6), 1378–1393. <https://doi.org/10.1108/bfj-07-2016-0302>
- <sup>11</sup> Christiaensen, L., Rutledge, Z., and Taylor, J.E. (2021, 1er février) Viewpoint: The future of work in agri-food, *Food Policy*, 99, 101963. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101963>
- <sup>12</sup> Music et al. (2022, 1er mai) Data deficits and transparency: What led to Canada's 'buttergate', *Trends in Food Science & Technology*, 123, 334–342. <https://doi.org/10.1016/j.tifs.2022.02.005>
- <sup>13</sup> Nation Institute of Food and Agriculture. *Global Food Security*, n.d. <https://www.nifa.usda.gov/topics/global-food-security>
- <sup>14</sup> Arita et al. (2022, 1er février) Has global agricultural trade been resilient under coronavirus (COVID-19)? Findings from an econometric assessment of 2020, *Food Policy*, 107, 102204. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102204>
- <sup>15</sup> Moritsch, S. (2022, 13 avril) The challenges of cross-border international trade, *KPMG*. <https://kpmg.com/xx/en/home/insights/2022/04/the-challenges-of-cross-border-international-trade.html>
- <sup>16</sup> Banque mondiale. (2023, 28 août) Qu'est-ce que la sécurité alimentaire? <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/what-is-food-security>
- <sup>17</sup> Beyene, S.D. (2023, 15 février) The impact of food insecurity on health outcomes: empirical evidence from sub-Saharan African countries, *BMC Public Health*, 23(1). <https://doi.org/10.1186/s12889-023-15244-3>
- <sup>18</sup> *Global Food Security Index (GFSI)*, n.d. <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/>
- <sup>19</sup> Les résultats ont été établis à partir des données les plus récentes tirées de rapports de chaque pays, publiés sur des sites Web officiels.
- <sup>20</sup> Parlement européen. (2019) Understanding trade balances. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/633187/EPRS\\_ATA\(2019\)633187\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/633187/EPRS_ATA(2019)633187_EN.pdf)
- <sup>21</sup> Les résultats ont été établis à partir des données les plus récentes tirées de rapports de chaque pays, consultés à partir de sites Web officiels.
- <sup>22</sup> OCDE. (2022, 5 août) *Effets de l'agression russe contre l'Ukraine sur les marchés agricoles et conséquences pour l'action publique*, Les réponses de l'OCDE face aux conséquences de la guerre en Ukraine. [https://www.oecd.org/fr/publications/effets-de-l-agression-russe-contre-l-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-consequences-pour-l-action-publique\\_6c120154-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/effets-de-l-agression-russe-contre-l-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-consequences-pour-l-action-publique_6c120154-fr.html)
- <sup>23</sup> EIU Digital Solutions Analysis, rating and ranking of the credit and operating risk for countries. [https://www.eiu.com/landing/risk\\_analysis](https://www.eiu.com/landing/risk_analysis)
- <sup>24</sup> Aull et al. (2022, 18 mai) The state of grocery in North America, McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/the-state-of-grocery-in-north-america-2022>
- <sup>25</sup> Aull et al. (2023, 25 septembre) The state of grocery in North America, McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/the-state-of-grocery-in-north-america-2023>
- <sup>26</sup> Ricadela, A. (2023, 19 mai) Economic Impact on Supermarkets and Grocery Stores. <https://www.oracle.com/retail/grocery/grocery-stores-economy/>
- <sup>27</sup> ECDB. Top online stores worldwide by revenue. <https://ecommercedb.com/ranking/stores/ww/all?page=1&pagesize=50&specialist=all>
- <sup>28</sup> TUAC Canada – Le syndicat du secteur privé au Canada. Reprise des pourparlers avec Loblaw en Ontario à la suite d'un mandat de grève prépondérant. [https://www.tuac.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1831:ontario-loblaw-talks-resume-after-massive-strike-mandate&Itemid=6&lang=fr](https://www.tuac.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=1831:ontario-loblaw-talks-resume-after-massive-strike-mandate&Itemid=6&lang=fr)
- <sup>29</sup> Ricadela, A. (2023, 19 mai) Economic Impact on Supermarkets and Grocery Stores. <https://www.oracle.com/retail/grocery/grocery-stores-economy/>
- <sup>30</sup> USDA. Summary of Recent Findings. <https://www.ers.usda.gov/data-products/agricultural-productivity-in-the-u-s/summary-of-recent-findings/>
- <sup>31</sup> Banque mondiale. International Logistic Performance data set. <https://lpi.worldbank.org/international/global>
- <sup>32</sup> USDA. Summary of Recent Findings. <https://www.ers.usda.gov/data-products/agricultural-productivity-in-the-u-s/summary-of-recent-findings/>
- <sup>33</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Indicateur 2.a.1 - Indice d'orientation agricole des dépenses publiques | Portail de données sur les indicateurs des ODD. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals-data-portal/data/indicators/2a1---agriculture-orientation-index-for-government-expenditures/fr>
- <sup>34</sup> Ibid. (90 citations du rapport original)
- <sup>35</sup> USDA. Summary of Recent Findings. <https://www.ers.usda.gov/data-products/agricultural-productivity-in-the-u-s/summary-of-recent-findings/>
- <sup>36</sup> USDA. Summary of Recent Findings. <https://www.ers.usda.gov/data-products/agricultural-productivity-in-the-u-s/summary-of-recent-findings/>
- <sup>37</sup> OCDE. (2005) Fiscalité et sécurité sociale : Le secteur agricole. [https://www.oecd.org/fr/publications/fiscalite-et-securite-sociale\\_9789264014367-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/fiscalite-et-securite-sociale_9789264014367-fr.html)
- <sup>38</sup> OCDE. (2020, 10 février) Taxation in Agriculture. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/0001121d-en/index.html?itemId=/content/component/0001121d-en>
- <sup>39</sup> Hill, Berkeley et Blandford, David. (2007) Taxation concessions as instruments of agricultural policy. <https://ageconsearch.umn.edu/bitstream/7976/1/cp07hi01.pdf>

<sup>40</sup> [https://www.oecd.org/en/publications/taxation-in-agriculture\\_073bdf99-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/taxation-in-agriculture_073bdf99-en.html)

<sup>41</sup> OCDE. (2020, 10 février) Taxation in Agriculture. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/0001121d-en/index.html?itemId=/content/component/0001121d-en>

<sup>42</sup> OCDE. (2005) Fiscalité et sécurité sociale : Le secteur agricole. [https://www.oecd.org/fr/publications/fiscalite-et-securite-sociale\\_9789264014367-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/fiscalite-et-securite-sociale_9789264014367-fr.html)

<sup>43</sup> [https://www.oecd.org/en/publications/taxation-in-agriculture\\_073bdf99-en.html??](https://www.oecd.org/en/publications/taxation-in-agriculture_073bdf99-en.html??)

<sup>44</sup> Jensen, C. (2014, 28 novembre) A Study on R&D Tax Incentives. <https://doi.org/10.2778/447538>.

<sup>45</sup> OCDE. (2020, 10 février) Taxation in Agriculture. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/0001121d-en/index.html?itemId=/content/component/0001121d-en>

<sup>46</sup> Gouvernement de l'Australie (2020, mai) Reforms to the R&D Tax Incentive. <https://www.industry.gov.au/sites/g/files/net3906/f/May%202018/document/pdf/research-and-development-tax-incentive-review-report.pdf>





## À propos de MNP

Présent à l'échelle nationale, mais proche de la réalité locale, MNP est fier de répondre aux besoins des particuliers, des entreprises et des organismes depuis 1958 en tant que l'un des principaux cabinets de services professionnels au Canada. Grâce aux liens solides que nous tissons avec nos clients, nous pouvons leur proposer des services de comptabilité, de consultation et de fiscalité ainsi que des solutions numériques adaptés à leurs besoins. Notre clientèle profite de stratégies personnalisées adaptées à la réalité locale afin d'accélérer chaque étape de sa démarche vers le succès.

**Matt MacDonald, MBA**

Leader national, Transformation alimentaire  
matt.macdonald@mnp.ca

